

Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti

La mission est effectuée en application des articles L4531-1 et R4412-97 à R4412-99 du Code du Travail, et de l'arrêté du 16 juillet 2019.
Norme utilisée : NF X 46-020 d'août 2017

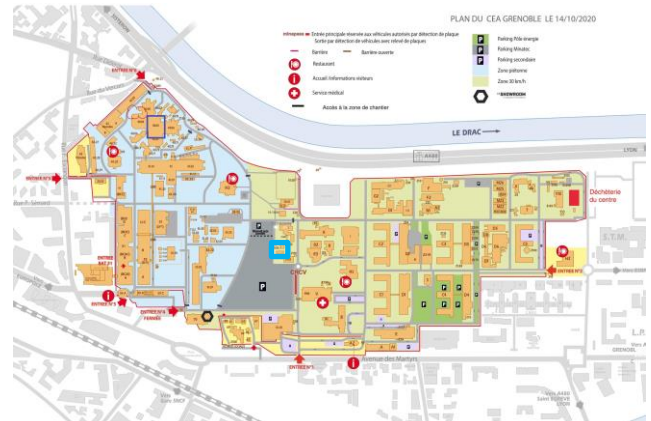
Immeuble bâti visité :

CEA - 1002
17 avenue des Martyrs
38054 GRENOBLE

Périmètre de repérage :

Travaux d'aménagement : alcôve semi-ouverte sur l'extérieur (211 et 212) et partie de murs intérieur : (local 2025 et 201)

(FN 2024-157)



Synthèse des conclusions du repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante :

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante : après analyse, ils ne contiennent pas d'amiante.

Le donneur d'ordre et le propriétaire :

Le donneur d'ordre :
CEA - CENTRE DE GRENOBLE - Monsieur Didier CANEVET
17 avenue des Martyrs
38054 GRENOBLE Cedex 9

Le(s) propriétaire(s) :
CEA - CENTRE DE GRENOBLE - DPEI/SPPEP/GPP
17 avenue des Martyrs
38054 GRENOBLE Cedex 9

Diagnostic effectué par :

Monsieur Harold CORCUFF, Certificat N° : C2022-SE06-003 attribué le 25/07/2022 par WE.CERT



Fait à VENISSIEUX, le 09/10/2024,

Le présent rapport est établi par une personne dont la certification est disponible dans les annexes - certification du(des) diagnostiqueur(s).

LEI (Numéro SIRET : 40037564800054)

Adresse : 42 rue Simone Veil, 69694 VENISSIEUX

Désignation de la compagnie d'assurance : AXA

Numéro de police et date de validité : 10128485304 - 01/01/2025

Le présent rapport de repérage ne peut être reproduit que dans sa totalité, annexes incluses

Sommaire

1	LES CONCLUSIONS.....	3
1.1	VERSIONS DU RAPPORT	3
1.2	PROGRAMME DE TRAVAUX DU DONNEUR D'ORDRE	3
1.3	LE PERIMETRE DE REPERAGE DEFINI PAR L'OPERATEUR DE REPERAGE.....	3
1.3.1	<i>Liste des ouvrages et parties d'ouvrages à inspecter.....</i>	3
1.3.2	<i>Locaux et parties d'immeuble visités dans le cadre de la mission</i>	3
1.3.3	<i>Locaux et parties d'immeuble non visités dans le cadre de la mission</i>	3
1.4	LE PROGRAMME DE REPERAGE.....	4
1.5	MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	4
1.6	INVESTIGATIONS COMPLEMENTAIRES A REALISER	4
1.6.1	<i>Matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante</i>	4
1.6.2	<i>Liste des locaux et éléments non vérifiables</i>	4
1.7	LIMITES D'INVESTIGATIONS	4
2	LE CADRE REGLEMENTAIRE DE LA MISSION	5
3	CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE	5
3.1	BILAN DE L'ANALYSE DOCUMENTAIRE	5
3.2	DATE D'EXECUTION	5
3.3	ÉCARTS, ADJONCTIONS, SUPPRESSIONS PAR RAPPORT AUX NORMES EN VIGUEUR	5
3.4	PLAN ET PROCEDURES DE PRELEVEMENTS.....	5
4	LE(S) LABORATOIRE(S) D'ANALYSES	6
5	CROQUIS DE REPERAGE	6
6	LISTE ET LOCALISATION DES MATERIAUX ET PRODUITS REPERES.....	11
7	LOCALISATION DES PRELEVEMENTS.....	16
8	ANNEXES.....	21
8.1	RAPPORTS D'ESSAIS DE LABORATOIRE	21
8.2	ATTESTATION D'ASSURANCE	25
8.3	CERTIFICAT DE COMPETENCE DE LA PERSONNE AYANT REALISE LE DIAGNOSTIC	35
8.4	PROGRAMME DE REPERAGE : ANNEXE 1 DE L'ARRETE DU 16 JUILLET 2019	36
8.5	CONSEQUENCES REGLEMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS.....	38
8.6	AUTRES DOCUMENTS.....	40

1 LES CONCLUSIONS

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante : après analyse, ils ne contiennent pas d'amiante.

1.1 VERSIONS DU RAPPORT

Révision	Date	Objet
DG01	09/10/2024	Première diffusion
DG02	11/10/2024	Modification du nom des pièces dans (tableaux: localisation)

1.2 PROGRAMME DE TRAVAUX DU DONNEUR D'ORDRE

Pour réaliser ce repérage, le programme de travaux ci-dessous nous a été indiqué.

Travaux d'aménagement d'un local de stockage et de métrologie en lieu et place des alcôves extérieures au bâtiment qui sont semi-ouvertes sur l'extérieur :

- Gros-œuvre alvéoles pièces 211 / 212 / Extérieur :
 - Démolition partielle de la dalle béton existante pour réalisation de fondations (1)
 - Création d'une ouverture dans un mur béton (2)
 - Création d'une tranchée dans l'enrobé devant les alcôves pour canaliser les eaux pluviales (3)
 - Pose d'une étanchéité et de garde-corps en toiture (4) – Photo ci-dessous
 - Carottages murs pour passage des réseaux fluides et électriques (5)
 - Perçages, nettoyage, peinture des murs et du sol (résine)
 - Pose d'un plafond amovible, fixation de suspentes au plafond béton
 - Reprise béton, nettoyage de surface, pose de garde-corps sur potelets fixés sur la toiture et pose d'une étanchéité

En cas de modification du programme de travaux ou intervention sur des matériaux ne figurant pas au programme de travaux, des investigations complémentaires préalables devront être réalisées.

1.3 LE PERIMETRE DE REPERAGE DEFINI PAR L'OPERATEUR DE REPERAGE

Il s'agit de l'ensemble des locaux ou parties de l'immeuble concerné par la mission de repérage figurant sur le schéma de repérage joint en annexe à l'exclusion des locaux ou parties d'immeuble n'ayant pu être visités.

1.3.1 Liste des ouvrages et parties d'ouvrages à inspecter

Le repérage concerne les ouvrages suivants :

Travaux d'aménagement au bâtiment 1002 : alcôve semi-ouverte sur l'extérieur et partie de murs intérieur

1.3.2 Locaux et parties d'immeuble visités dans le cadre de la mission

Bâtiment 1002 - Partie Intérieur, Bâtiment 1002 - Extérieur (alcôve), Bâtiment 1002 - Gouttière (partie eau pluvial), Bâtiment 1002 - Partie au sol (enrobé et dalle béton)

1.3.3 Locaux et parties d'immeuble non visités dans le cadre de la mission

Néant

1.4 LE PROGRAMME DE REPERAGE

Le repérage a été effectué selon les listes suivantes (voir annexes correspondantes) :

- Annexe 1 de l'arrêté du 16 juillet 2019,
- Annexe A de la norme NFX 46-020 d'août 2017.

1.5 MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

Matériaux	Description	Zone présentant des similitudes d'ouvrage	Quantités estimées	Photo
néant				

1.6 INVESTIGATIONS COMPLEMENTAIRES A REALISER

1.6.1 Matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante

Liste des composants qui n'ont pu être prélevés au cours du repérage, ou qui présentent une hétérogénéité de résultats, pour lesquels des investigations complémentaires sont à réaliser pour déterminer la présence ou l'absence d'amiante :

Matériaux	Description	Zone présentant des similitudes d'ouvrage	Commentaires	Photo
néant				

1.6.2 Liste des locaux et éléments non vérifiables

Liste des composants et locaux qui n'ont pu être vérifiés lors du repérage et pour lesquels des investigations complémentaires sont à réaliser pour déterminer la présence ou l'absence d'amiante :

Localisation	Parties du local	Raison
Sans objet	-	

1.7 LIMITES D'INVESTIGATIONS

Le repérage a été réalisé dans un site non évacué totalement des biens et ou de personnes, en veillant à ne pas générer de fibres.

Notre intervention s'entend dans les limites indiquées ci-dessous pour lesquelles des compléments d'investigation pourront être réalisés en phase travaux en cas de découvertes de matériaux suspects.

Limites d'investigation	Exemple d'éléments pouvant être découverts en phase travaux qui pourront nécessiter des investigations complémentaires
Eléments enterrés	Fondations, réseaux, cuve enterrés, déchets
Eléments noyés ou encoffrés	Conduits, panneaux, etc.
Eléments situés à l'arrière des doublages	Conduits, revêtements, panneau, isolants, etc.
Eléments structurels	Tout type de matériaux. Ex. Joints de compression, peintures, ...

2 LE CADRE REGLEMENTAIRE DE LA MISSION

L'article L4531-1 du Code du Travail prévoit que le maître d'ouvrage doit mettre en œuvre les principes généraux de prévention définis à l'article L4121-2.

Cette mission est réalisée pour permettre à l'employeur de réaliser l'évaluation des risques d'exposition des travailleurs à des agents chimiques dangereux lors des travaux.

Conjointement, l'article L4531-1 du code du travail prévoit au titre de l'évaluation des risques que le maître d'ouvrage, doit réaliser un repérage de tout agent cancérigène portant sur les matériaux susceptibles d'en contenir et qui doivent faire l'objet de travaux.

Cette mission est également soumise aux obligations relatives aux activités et interventions sur des matériaux ou produits susceptibles de libérer des fibres d'amiante (articles R 4412-97 à 113 et R 4412-139 et suivants du Code du Travail).

Les textes réglementaires mentionnés en première page du rapport ont servi de référence dans l'élaboration du présent rapport.

3 CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

3.1 BILAN DE L'ANALYSE DOCUMENTAIRE

Documents demandés	Documents remis	Entreprise	Description
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	-DA-230352-001-TRV-DG01	LEI	Diagnostic amiante
Documents décrivant les ouvrages, produits, matériaux et protections physiques mises en place	-		
Eléments d'information nécessaires à l'accès aux parties de l'immeuble bâti en toute sécurité	-		

3.2 DATE D'EXECUTION

Date(s) de visite des locaux : 09/09/2024

Accompagnateur de l'opérateur de repérage : Sans accompagnateur

3.3 ÉCARTS, ADJONCTIONS, SUPPRESSIONS PAR RAPPORT AUX NORMES EN VIGUEUR

La norme utilisée comme référence au présent rapport est la norme NF X 46-020, révision d'Aout 2017.

Selon des critères relevés sur site (surface des locaux par exemple), l'opérateur de repérage a pu adapter les quantités nécessaires d'échantillons de matériaux et produits indiqués dans l'annexe A1 de la norme NFX46-020 pour déterminer la présence d'amiante.

3.4 PLAN ET PROCEDURES DE PRELEVEMENTS

La mission a été réalisée dans le respect du plan et des procédures d'intervention interne.

4 Le(s) LABORATOIRE(S) D'ANALYSES

Le(s) laboratoire(s) utilisé(s) pour la réalisation des analyses est conforme aux attentes de l'arrêté du 1^{er} octobre 2019 relatif aux modalités de réalisation des analyses de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante (...).

SGS

Référence COFRAC ou équivalent : N° 1-6454 rév. 8 55203165001870

7 rue Jean Grandjean - 31100 TOULOUSE

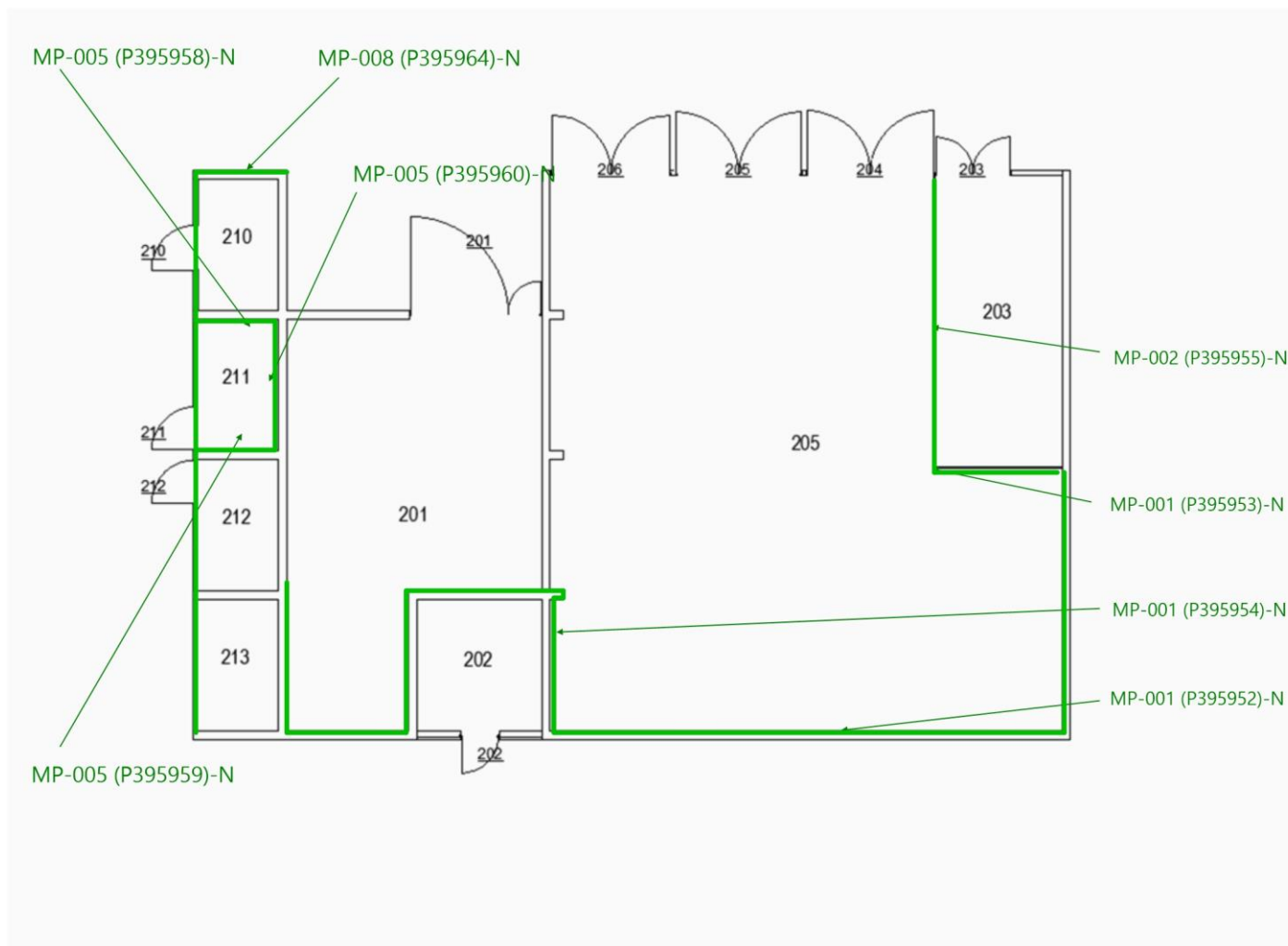
5 CROQUIS DE REPERAGE

Sur les croquis des prélèvements et sondages :

- Les matériaux et produits ayant fait l'objet de prélèvements sont indiqués "MP-0XX (PXXXXXX)"
- la lettre figurant en fin de légende indique la présence ou non d'amiante
 - -N = l'échantillon ne contient pas d'amiante
 - -A = l'échantillon contient de l'amiante
- Les matériaux et produits ayant fait l'objet d'un sondage sont indiqués "S-00X"
- Les matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante sont indiqués "-a"

Croquis de repérage des prélèvements et sondages.

Bâtiment 1002 Murs

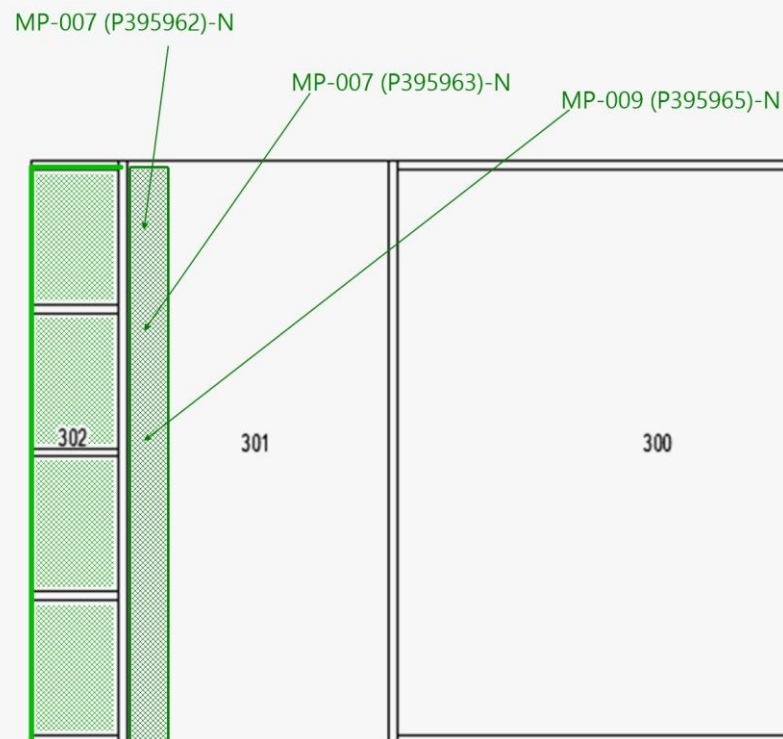


DA-230352-002-TRV - 11/10/2024

Bureau d'Etudes LEI - 42 rue Simone Veil 69694 VENISSIEUX - Tél. : 04 78 95 61 61 - contact@lei.fr
SAS au Capital de 250 000€ - SIRET 40037564800054 - 7120B

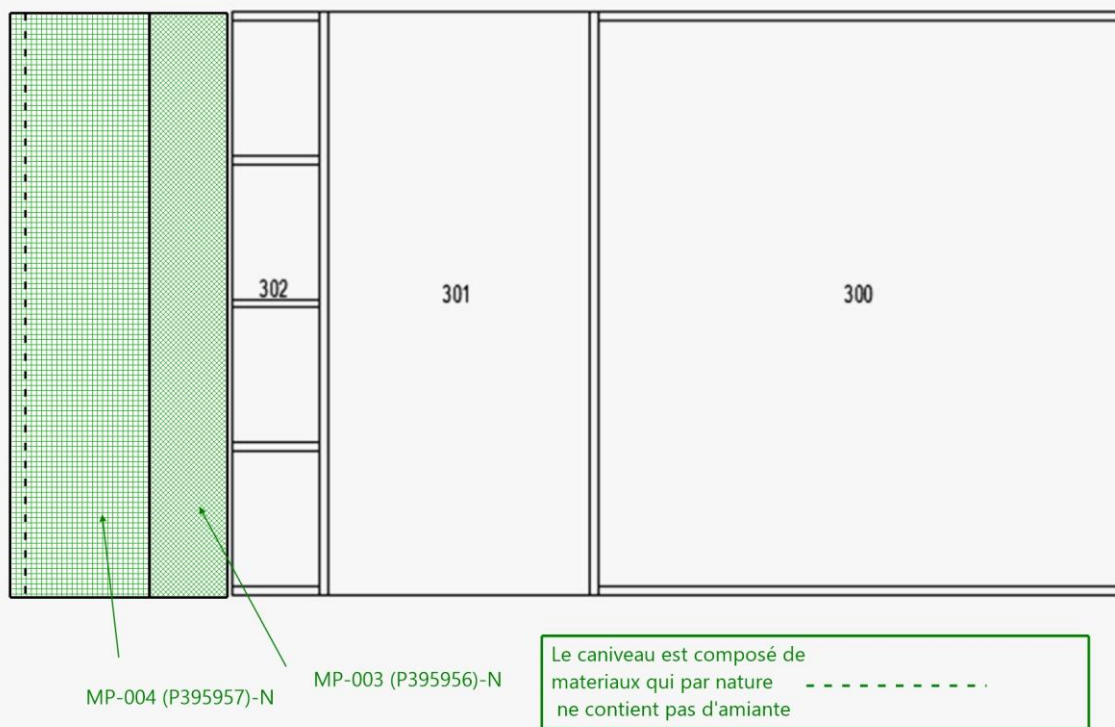
Croquis de repérage des prélèvements et sondages.

Bâtiment 1002 toiture



Croquis de repérage des prélèvements et sondages.

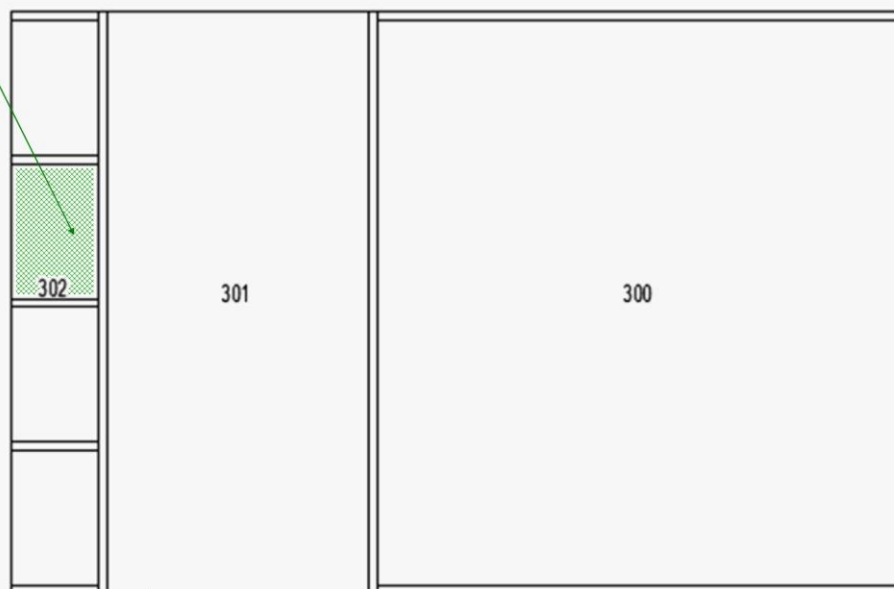
Bâtiment 1002 sol (Ext)



Croquis de repérage des prélèvements et sondages.

Bâtiment 1002 plafond


MP-006 (P395961)-N







DA-230352-002-TRV - 11/10/2024



Bureau d'Etudes LEI - 42 rue Simone Veil 69694 VENISSIEUX - Tél. : 04 78 95 61 61 – contact@lei.fr
SAS au Capital de 250 000€ - SIRET 40037564800054 - 7120B



6 LISTE ET LOCALISATION DES MATERIAUX ET PRODUITS REPERES

Matériaux	Composant de la construction	Partie du composant	Description	Localisation	N° Prélvt	Résultat	Photo
MP-001	3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés	Enduit à base de ciment lissé ou taloché	Enduit à base de ciment lissé ou taloché	Bâtiment 1002 - Partie Intérieur (Local 205 et 201)	P395952 ; P395953; P395954	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	




Matériaux	Composant de la construction	Partie du composant	Description	Localisation	N° Prélvt	Résultat	Photo
MP-002	4 - Plafonds et faux plafonds - Faux plafonds	Panneaux et plaques	Panneaux et plaques	Bâtiment 1002 - Partie Intérieur (Local 205 et 201)	P395955	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	
MP-003	5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols	Dalle de sol béton	Dalle de sol béton	Bâtiment 1002 - Partie au sol (enrobé et dalle béton)	P395956	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	
MP-004	10 - Aménagements, voiries et réseaux divers - Voiries	Asphalte	Asphalte	Bâtiment 1002 - Partie au sol (enrobé et dalle béton)	P395957	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	

Matériaux	Composant de la construction	Partie du composant	Description	Localisation	N° Prélvt	Résultat	Photo
MP-005	2 - Parois verticales extérieures et Façades - Façades lourdes y compris poteaux	Enduit extérieur (projeté, lissé ou taloché)	Enduit extérieur (projeté, lissé ou taloché)	Bâtiment 1002 - Extérieur (alcôve) 211 / 212 /	P395958 ; P395959; P395960	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	

Matériaux	Composant de la construction	Partie du composant	Description	Localisation	N° Prélvt	Résultat	Photo
MP-006	4 - Plafonds et faux plafonds - Plafonds	Enduit à base de ciment lissé ou taloché	Enduit à base de ciment lissé ou taloché	Bâtiment 1002 - Extérieur (alcôve) 211 / 212 /	P395961	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	
MP-007	3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés	Enduit à base de plâtre projeté	Enduit à base de plâtre projeté	Bâtiment 1002 - Gouttière (partie eau pluvial)	P395962; P395963	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	




Matériaux	Composant de la construction	Partie du composant	Description	Localisation	N° Prélvt	Résultat	Photo
MP-008	2 - Parois verticales extérieures et Façades - Façades lourdes y compris poteaux	Crépis extérieur	Crépis extérieur	Bâtiment 1002 - Gouttière (partie eau pluvial)	P395964	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	
MP-009	5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols	Colle bitumineuse	Colle bitumineuse	Bâtiment 1002 - Gouttière (partie eau pluvial)	P395965	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	




7 LOCALISATION DES PRELEVEMENTS

N°de prélèvement	Résultat	Description	Localisation	Photo
P395952	Absence d'amiante	Enduit à base de ciment lissé ou taloché	Bâtiment 1002 - Partie Intérieur (Local 205 et 201)	
P395953	Absence d'amiante	Enduit à base de ciment lissé ou taloché	Bâtiment 1002 - Partie Intérieur (Local 205 et 201)	
P395954	Absence d'amiante	Enduit à base de ciment lissé ou taloché	Bâtiment 1002 - Partie Intérieur (Local 205 et 201)	

DA-230352-002-TRV - 11/10/2024

Bureau d'Etudes LEI - 42 rue Simone Veil 69694 VENISSIEUX - Tél. : 04 78 95 61 61 – contact@lei.fr
SAS au Capital de 250 000€ - SIRET 40037564800054 - 7120B

N°de prélèvement	Résultat	Description	Localisation	Photo
P395955	Absence d'amiante	Panneaux et plaques	Bâtiment 1002 - Partie Intérieur (Local 205 et 201)	
P395956	Absence d'amiante	Dalle de sol béton	Bâtiment 1002 - Partie au sol (enrobé et dalle béton)	
P395957	Absence d'amiante	Asphalte	Bâtiment 1002 - Partie au sol (enrobé et dalle béton)	


N°de prélèvement	Résultat	Description	Localisation	Photo
P395958	Absence d'amiante	Enduit extérieur (projeté, lissé ou taloché)	Bâtiment 1002 - Extérieur (alcôve) 211 / 212	
P395959	Absence d'amiante	Enduit extérieur (projeté, lissé ou taloché)	Bâtiment 1002 - Extérieur (alcôve)	
P395960	Absence d'amiante	Enduit extérieur (projeté, lissé ou taloché)	Bâtiment 1002 - Extérieur (alcôve)	

N°de prélèvement	Résultat	Description	Localisation	Photo
P395961	Absence d'amiante	Enduit à base de ciment lissé ou taloché	Bâtiment 1002 - Extérieur (alcôve)	
P395962	Absence d'amiante	Enduit à base de plâtre projeté	Bâtiment 1002 - Gouttière (partie eau pluvial)	
P395963	Absence d'amiante	Enduit à base de plâtre projeté	Bâtiment 1002 - Gouttière (partie eau pluvial)	


N°de prélèvement	Résultat	Description	Localisation	Photo
P395964	Absence d'amiante	Crépis extérieur	Bâtiment 1002 - Gouttière (partie eau pluvial)	
P395965	Absence d'amiante	Colle bitumineuse	Bâtiment 1002 - Gouttière (partie eau pluvial)	

8 ANNEXES

8.1 RAPPORTS D'ESSAIS DE LABORATOIRE



Page 1 sur 4



Accréditation
 N° 1-6454
 Portée disponible
 sur www.cofrac.fr

Bulletin d'Analyse

REFERENCES FOURNIES PAR LE CLIENT

Cde : 230352-002_240918-150952	
Devis : DE24-0604	
Reçu le, 23/09/24	Prélevé le 13/09/24
Demandeur: Harold Corcuff	
Commentaire:	
- Référence Commande : 230352-002_240918-150952	
- Type Analyse : MATERIAUX	

LEI LYONNAISE D'ENVIRONNEMENT & D'INGENIERIE

42 RUE SIMONE VEIL
69200 VENISSIEUX
FRANCE

Toulouse, le 26 - sept. - 24

RAPPORT D'ESSAI
AM24-09967

Technique analytique :

Les analyses couvertes par l'accréditation sont réalisées conformément à l'arrêté du 01 Octobre 2019.
 Les couches décrites entre parenthèses dans le rapport ne sont pas soumises à analyse.
 Tout échantillon analysé a été qualifié et considéré comme étant apte à être préparé.

Si MOLP :

Identification par Microscopie Optique à Lumière Polarisée selon méthode interne + guide HSG 248 appendice 2.
 Préparation effectuée de façon à être représentative de l'échantillon, pas de traitement thermique ou mécanique.
 La limite de détection est de 0,1% pour toutes fibres d'amiante optiquement observables avec un niveau de confiance d'au moins 95%.
 « Amiante non détectée », l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante optiquement observable inférieure à la limite de détection.
 Pour être optiquement observable, une fibre doit avoir une largeur supérieure à 0,2µm.

Si META :

Identification par Microscopie Electronique à Transmission Analytique (Méthodes internes + parties pertinentes de la norme NF X 43-050).
 Préparation : Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon, deux préparations différentes peuvent être utilisées :
 Broyage manuel en phase aqueuse puis filtration sur polycarbonate ou attaque chimique au chloroforme puis dépôt sur grille de microscopie.
 La limite de détection à 95% garantie par le laboratoire est de 0,1% en masse d'amiante par couche ou par mélange de couches indissociables dans la limite de 4 couches maximum.
 « amiante non détectée », l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante inférieure à la limite de détection.

Un matériau peut être constitué d'une ou plusieurs couches. Une couche est un élément pouvant être distingué des autres éléments par superposition ou stratification, une couche peut être homogène ou hétérogène à l'œil nu.
 Si pour une couche la quantité de matière n'atteint pas la quantité de matière minimale de prise d'essai, le laboratoire qualifiera la couche de « trace », celle-ci ne constituera pas une couche à proprement parlé et par conséquent la limite de détection ne pourra pas être garantie dans cette partie de l'échantillon.

Couches inséparables :

1. : quantité insuffisante
2. : matériaux friable en vrac ou en poudre
3. : couche trop fine indissociable

Autres Fibres : Mentionne la présence d'autres fibres minérales susceptibles d'être inhalées

Morphologie NC = Morphologie non conforme à une fibre d'amiante
 EDX NC = Composition chimique non conforme à une fibre d'amiante
 Cristallographie NC = Structure cristalline non conforme à une fibre d'amiante

OLIVIA TESTE
 Responsable adjoint UT

P/O THOMAS BAS
 Responsable UT
 (signature électronique)



Page 2 sur 4

Accréditation
N° 1-6454
Portée disponible
sur www.cofrac.fr

L'accréditation par le COFRAC atteste de la compétence du laboratoire pour les seuls essais couverts par l'accréditation qui sont identifiés par le symbole suivant : " (*) " (portée disponible sur www.cofrac.fr)

(To*) : Essai sous traité à SGS France Environmental and Industrial Hygiene Testing (I&E) à Toulouse - COFRAC N° 1-6454

(To) : Essai sous traité à SGS France Environmental and Industrial Hygiene Testing (I&E) à Toulouse

L'usage par le client de la marque COFRAC figurant sur le rapport d'essais est interdit.

Le présent rapport d'essai comporte 4 page(s). Sa reproduction n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Aucune modification ni altération ne pourra y être portée après communication. Si vous souhaitez incorporer dans vos documents un rapport d'essai, il doit être inclus entièrement.

Le présent rapport ne concerne que le produit soumis à l'analyse et est émis par la Société conformément à ses conditions Générales de Services (disponibles sur www.sgs.com/en/terms-and-conditions/general-conditions-of-services-francais).

Les incertitudes de mesure sont disponibles sur demande.

Tout porteur de ce document est prévenu que les informations qu'il contient reflètent uniquement les constatations de la Société au moment de son intervention et, cas échéant, dans la limite des instructions du Client. La responsabilité de la Société est exclusivement engagée vis-à-vis de son Client. Ce document ne saurait exonérer toute partie à une transaction d'exercer pleinement tous ses droits et remplir toutes ses obligations légales et contractuelles.

Toute modification non autorisée, altération ou falsification du contenu ou de la forme du présent document est illégale et les contrevenants sont passibles de poursuites judiciaires.

Si le prélèvement n'est pas réalisé par la structure SGS France division EIHT, les caractéristiques associées à l'échantillon ne sont pas de sa responsabilité. Les résultats s'appliquent à l'échantillon tel qu'il a été reçu.

Le laboratoire est exonéré de toute responsabilité sur les résultats impactés par des informations fournies par le client.

Bulletin d'Analyse

Référence client		Description visuelle (To*)	Commentaires	Nb prépa + Nb grilles (To *)	Méthode	Analyste	Résultats (To*)	Autres Fibres (l<3µm)
P395952 - 1 AM24-09967.001	Detail Couches a analyser Enduit a base de ciment lisse ou taloche	Vrac Peinture Beige + Vrac Matériau dur Gris inséparables (2)	Batiment 1002 - Partie Interieur	1 (2 grilles)	MET - Préparation simple NFX 43-050 + MLE-CONS-LAB-243	EMI	Amiante non détectée -	Non
P395953 - 1 AM24-09967.002	Detail Couches a analyser Enduit a base de ciment lisse ou taloche	Peinture Jaune + Plâtre + Matériau dur Gris inséparables (3)	Batiment 1002 - Partie Interieur	2 (4 grilles)	MET - Préparation simple NFX 43-050 + MLE-CONS-LAB-243	JBA	Amiante non détectée -	Non
P395954 - 1 AM24-09967.003	Detail Couches a analyser Enduit a base de ciment lisse ou taloche	Peinture Jaune + Plâtre + Matériau dur Gris inséparables (3)	Batiment 1002 - Partie Interieur	1 (2 grilles)	MET - Préparation simple NFX 43-050 + MLE-CONS-LAB-243	EMI	Amiante non détectée -	Non
P395955 - 1 AM24-09967.004	Detail Couches a analyser Panneaux et plaques	Matériau fibreux Jaune	Batiment 1002 - Partie Interieur	1 (2 grilles)	MET - Préparation simple NFX 43-050 + MLE-CONS-LAB-243	EMI	Amiante non détectée -	Oui(M orphol ogie NC)
P395956 - 1 AM24-09967.005	Detail Couches a analyser Dalle de sol beton	Matériau dur Gris	Batiment 1002 - Partie au sol (enrobe et dalle beton)	1 (2 grilles)	MET - Préparation simple NFX 43-050 + MLE-CONS-LAB-243	EMI	Amiante non détectée -	Non
P395957 - 1 AM24-09967.006	Detail Couches a analyser Asphalte	Matériau dur Gris	Batiment 1002 - Partie au sol (enrobe et dalle beton)	1 (2 grilles)	MET - Préparation simple NFX 43-050 + MLE-CONS-LAB-243	EMI	Amiante non détectée -	Non
P395958 - 1 AM24-09967.007	Detail Couches a analyser Enduit exterieur projete lisse ou taloche	Vrac Peinture Beige + Vrac Plâtre + Vrac Matériau dur Gris inséparables (2)	Batiment 1002 - Exterieur (alcove)	1 (2 grilles)	MET - Préparation simple NFX 43-050 + MLE-CONS-LAB-243	EMI	Amiante non détectée -	Non
P395959 - 1 AM24-09967.008	Detail Couches a analyser Enduit exterieur projete lisse ou taloche	Vrac Peinture Rose + Vrac Plâtre + Vrac Matériau dur Gris inséparables (2)	Batiment 1002 - Exterieur (alcove)	1 (2 grilles)	MET - Préparation simple NFX 43-050 + MLE-CONS-LAB-243	EMI	Amiante non détectée -	Non
P395960 - 1 AM24-09967.009	Detail Couches a analyser Enduit exterieur projete lisse ou taloche	Vrac Peinture Jaune + Vrac Peinture Orange + Vrac Matériau dur Gris inséparables (2)	Batiment 1002 - Exterieur (alcove)	1 (2 grilles)	MET - Préparation simple NFX 43-050 + MLE-CONS-LAB-243	EMI	Amiante non détectée -	Non
P395961 - 1 AM24-09967.010	Detail Couches a analyser Enduit a base de ciment lisse ou taloche	Peinture Orange + Matériau dur Gris inséparables (3)	Batiment 1002 - Exterieur (alcove)	1 (2 grilles)	MET - Préparation simple NFX 43-050 + MLE-CONS-LAB-243	LFA	Amiante non détectée -	Non



Page 4 sur 4


Accréditation
N° 1-6454
Portée disponible
sur www.cofrac.fr

Référence client		Description visuelle (To*)	Commentaires	Nb prépa + Nb grilles (To *)	Méthode	Analyste	Résultats (To*)	Autres Fibres (l<3µm)
P395962 - 1 AM24-09967.011	Detail Couches a analyser Enduit a base de platre projete	Peinture Orange + Peinture Jaune + Matériau dur Gris inséparables (3)	Batiment 1002 - Goutiere (partie eau pluvial)	1 (2 grilles)	MET - Préparation simple NFX 43-050 + MLE-CONS-LAB-243	LFA	Amiante non détectée -	Non
P395963 - 1 AM24-09967.012	Detail Couches a analyser Enduit a base de platre projete	Peinture Rose + Matériau dur Gris inséparables (3)	Batiment 1002 - Goutiere (partie eau pluvial)	1 (2 grilles)	MET - Préparation simple NFX 43-050 + MLE-CONS-LAB-243	LFA	Amiante non détectée -	Non
P395964 - 1 AM24-09967.013	Detail Couches a analyser Crepis exterieur	Peinture Orange + Matériau dur Gris inséparables (3)	Batiment 1002 - Goutiere (partie eau pluvial)	1 (2 grilles)	MET - Préparation simple NFX 43-050 + MLE-CONS-LAB-243	LFA	Amiante non détectée -	Non
P395965 - 1 AM24-09967.014	Detail Couches a analyser Colle bitumineuse	Matériau souple bitumineux + Peinture Verte + (Aluminium) inséparables (3)	Batiment 1002 - Goutiere (partie eau pluvial)	1 (2 grilles)	MET - Préparation chloroforme NFX 43-050 + MLE-CONS-LAB-242	JBA	Amiante non détectée -	Non

SGS France

Environmental and Industrial Hygiene Testing (I&E) - Laboratoire de Toulouse ZI de Thibaud, 7 rue Jean Grandjean 31100 Toulouse - t+33 (0)5 61 44 23 23 - www.sgs.fr

Membre du groupe SGS

Siège social : 29 Avenue Aristide Briand 94111 ARCUEIL CEDEX - S.A.S. au capital de 3 172 613 € - APE 7010Z - SIREN 552 031 650 - N° TVA Intracommunautaire : FR 91 552 031 650

ISSUE 02_01_2019

8.2 ATTESTATION D'ASSURANCE



Assurance

- Responsabilité civile Prestataire de service

SA LEI
42 RUE SIMONE VEIL
69200 VENISSIEUX FR

Votre conseiller

CREA
68 COURS LAFAYETTE
69003 LYON
Tel : 04 78 52 26 20
Fax : 04 78 65 06 62
E-Mail : CREA@WANADOO.FR
N° ORIAS : 07000466
www.orias.fr

Vos références

Contrat n° 11090679304
Client n° 0785415420

Ce contrat est conclu entre :
AXA France IARD SA,
et SA LEI.

Ce contrat est souscrit pour la période du **27/05/2024** jusqu'au **01/01/2025**, date d'échéance principale. Il est ensuite reconduit tacitement chaque année à l'échéance principale, sauf résiliation par l'une ou l'autre des parties, moyennant un préavis de 2 mois. Le contrat est également résiliable hors échéance principale dans les cas et conditions prévus aux conditions générales.
La durée de la tacite reconduction ne peut en aucun cas être supérieure à une année.

À compter du 27/05/2024, ce nouveau contrat modifie dans tous ses termes le précédent contrat émis sous le même numéro.

Ces conditions particulières jointes:

- aux conditions générales n°**460653** version **G**,
- à la notice d'information « application de la garantie dans le temps » n° **490009**
- au questionnaire de déclaration du risque préalable à la souscription;

dont l'assuré reconnaît avoir reçu un exemplaire, constituent votre contrat d'assurance.

Adresse du souscripteur :
42 RUE SIMONE VEIL
69200 VENISSIEUX FR

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 €
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche – 92727 Nanterre Cedex - 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance France Assurances

CONDITIONS PARTICULIERES

MONTANTS DES GARANTIES

NATURE DES GARANTIES	LIMITES DES GARANTIES
Tous dommages corporels, matériels et immatériels confondus (autres que ceux visés au paragraphe « Autres garanties » ci-après)	9 000 000 € par année d'assurance
Dont : <ul style="list-style-type: none"> • Dommages corporels 	9 000 000 € par année d'assurance
<ul style="list-style-type: none"> • Dommages matériels et immatériels consécutifs confondus 	1 500 000 € par année d'assurance
<ul style="list-style-type: none"> • Dommages immatériels non consécutifs 	1 000 000 € par année d'assurance
<ul style="list-style-type: none"> • Dommages matériels et immatériels consécutifs causés aux biens confiés 	100 000 € par sinistre
<ul style="list-style-type: none"> • Reconstitution de documents/ médias 	70 000€ par sinistre
Autres garanties :	
Les risques environnementaux (Article 3.4 des conditions générales) : Atteinte à l'environnement accidentelle tous dommages confondus dont : Le préjudice écologique (y compris les frais de prévention) et responsabilité environnementale	1.000.000 € par année d'assurance 100.000 € par année d'assurance

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
 Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
 Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
 Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

4/4



Activités garanties

Le présent contrat garantit la, ou les, activité(s) suivante(s) :

Activité 1

1/Etablissement des dossiers de diagnostics obligatoires en cas de vente d'un bien immobilier visés par l'article L271-4 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- * constat de risque d'exposition au plomb Article L 1334-5 et L 133-6 du Code de la Santé Publique
- * état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante Article L 1334-13 code de la santé Publique
- * état relatif à la présence de termites Article L133-6 Code de la santé publique
- * état de l'installation de gaz prévu à l'article L 134-6 Code de La construction
- * état des risques naturels et technologiques prévu à l'article L134-6 du Code de l'environnement dans les zones mentionnées au même article
- * le diagnostic de performance énergétique prévu Article L134-1 Code de Construction et de l'habitation
- * l'état de l'installation intérieure d'électricité Article L134-7 du Code de la Construction et de l'habitation

2/Missions dans les domaines :

- * Etat de superficie des lots de copropriété (dit Loi Carrez)
- * Mesure de perméabilité à l'air, infiltrométrie
- * Diagnostic énergétique (Type ADEME)
- * Diagnostic micro biologique
- * Diagnostic d'assainissement et de repérage de radon et de légionellose
- * Diagnostic déchet de démolition
- * Diagnostic prêt conventionné norme d'habitabilité
- * Diagnostic normes ascenseurs
- * Diagnostic pollution des sols
- * Diagnostic monoxyde de carbone
- * Diagnostic contrôle périodique amiante
- * Diagnostic amiante avant travaux/démolition
- * Diagnostic dossier technique amiante
- * Diagnostic recherche de plomb avant travaux
- * Diagnostic sécurité piscine
- * Loi SRU diagnostic technique immeuble
- * Diagnostic en déperdition thermique par thermographie infrarouge
- * Etats des lieux
- * Mesures d'empoussièrement amiante/FCR/plomb
- * Mission de caractérisation des mâchefers,
- * Diagnostic plomb dans l'eau,
- * Diagnostic plomb surfacique,
- * Examens visuels après désamiantage,
- * Diagnostic HAP dans les matériaux bitumineux
- * Diagnostic Technique Global (DTG)
- * Plan Pluriannuel de Travaux (PPT)
- * Diagnostic ETICS (Diagnostic des Systèmes d'Isolation Thermique par l'Extérieur), dans la limite de 5% du chiffre d'affaires global, sans préconisation de matériaux à employer, sans rédaction de Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

**Activité 2**

Assistance à maîtrise d'ouvrage dans la définition des mesures de prévention des risques générés par une opération sur les tiers (travailleurs autres que ceux du chantier de l'opération pour laquelle le client est mandaté, public et ou riverains notamment) et veille à la bonne application de ces mesures, au regard des obligations du maître d'ouvrage définies aux articles 1382, 1383 et 1384 du Code Civil.

Missions de coordination de sécurité définies par la Loi du 31 Décembre 1993 et ses décrets d'application, effectuées par les salariés de l'Assuré répondant aux critères de compétences requis par le décret du 23/12/1994 (**Niveau 1/2/3**) pour les salariés dénommés :

- Monsieur Ludovic DAMIEN
- Monsieur François LAKRICHI
- Monsieur Georges PRESLE
- Chris ESPIR au 01/03/2023

Evaluation des risques professionnels pour rédaction Document Unique (Décret 2001 -1016 du 05 Novembre 2001)

Assistance et évaluation des systèmes d'Hygiène Sécurité Environnement ; définition et évaluation de la politique de sécurité de l'entreprise (personnes, matériels, conditions de travail et respect de l'environnement ; définition des actions de prévention.

Audit chantier dans le domaine de l'hygiène et de la sécurité.

Audit, assistance, prévention dans le domaine de l'hygiène et de la sécurité notamment dans le cadre du Décret 2002-1992

A l'exclusion de toutes études/conseils liés aux systèmes de protections incendies/vol

A l'exclusion de toutes études conseils portant sur la modification, extension, création, rénovation d'ouvrages de bâtiments.

Déclarations

Aux questions préalablement posées par l'assureur, le souscripteur a répondu :

- Avoir occasionné 1 sinistre au cours des CINQ dernières années,
- Être titulaire de certifications de compétence en cours de validité délivrée par un organisme accrédité dans le domaine de la construction et emploi des salariés ou est constituée de personnes physiques qui disposent de ladite certification de compétence en cours de validité pour l'établissement des documents visés à l'article L271-6 du Code de la Construction et de l'Habitation.



Garanties et franchises

Montant des garanties et des franchises

Les montants d'indemnisation et les franchises sont fixés par sinistre, sauf lorsque la mention « par année d'assurance » figure au tableau ci-dessous.

Lorsque le montant de la garantie est fixé par année d'assurance, il s'entend quel que soit le nombre de sinistres touchant une même année d'assurance. Il s'épuise au fur et à mesure des règlements effectués.

Lorsqu'un même sinistre met en jeu simultanément différentes garanties, l'engagement maximum de l'assureur n'excède pas, pour l'ensemble des dommages, le plus élevé des montants prévus pour ces garanties » ainsi qu'il est précisé à l'article 5.3 des conditions générales.

NATURE DES GARANTIES	LIMITES DES GARANTIES	FRANCHISES par sinistre
Tous dommages corporels, matériels et immatériels confondus (autres que ceux visés au paragraphe « Autres garanties » ci-après)	9 000 000 € par année d'assurance	
Dont :		
• Dommages corporels	9 000 000 € par année d'assurance	NEANT
• Dommages matériels et immatériels consécutifs confondus	1 500 000 € par année d'assurance	6 000 €
• Dommages immatériels non consécutifs	1 000 000 € par année d'assurance	10 %
• Dommages matériels et immatériels consécutifs causés aux biens confiés	100 000 € par sinistre	Mini : 400 € Maxi : 2.500 €
• Reconstitution de documents/ médias	70 000€ par sinistre	750 €
Autres garanties :		
Faute inexcusable (dommages corporels) (Article 3.1 des conditions générales)	2 000 000 € par année d'assurance dont 1 000 000 € par sinistre	380 €
Les risques environnementaux (Article 3.4 des conditions générales) :		
Atteinte à l'environnement accidentelle tous dommages confondus dont : Le préjudice écologique (y compris les frais de prévention) et responsabilité environnementale	1.000.000 € par année d'assurance 100.000 € par année d'assurance	400 € 400 €
Défense (Article 4 des conditions générales)	Inclus dans la garantie mise en jeu	Selon la franchise de la garantie mise en jeu
Recours (Article 4 des conditions générales)	20.000 € par litige	Seuil d'intervention : 380 €



Dispositions spécifiques aux activités

Etendue géographique

Par dérogation à l'article 5.1.1 des conditions générales, la garantie s'exerce pour les seuls dommages survenus en France.

Toutefois les garanties sont étendues aux dommages survenus dans le monde entier à l'occasion de voyages de l'assuré ou de ses préposés dans le cadre de stages, missions commerciales ou d'études, simple participation à des foires, expositions, salons, congrès, séminaires ou colloques d'une durée inférieure à trois mois.

Restent en dehors de la garantie les dommages résultant des activités exercées par des établissements ou des installations permanentes, situés en dehors de la France.

Exclusions

EN COMPLEMENT DES EXCLUSIONS PREVUES PAR LES CONDITIONS GENERALES, SONT EGALEMENT EXCLUS :

- Les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile incombant à l'assuré lorsque celui-ci met en œuvre ou s'engage à mettre en œuvre les solutions ou mesures proposées dans le cadre de sa mission de conseil.

Cotisation et modalités de paiement

La cotisation est ajustable conformément aux dispositions des conditions générales.

La cotisation provisionnelle annuelle fixée au **01/01/2024** s'élève à **24.755** euros, frais et taxes en sus, soit **27 126.96** euros frais et taxes d'assurance inclus, payable par quart chaque trimestre.

- **Responsabilité civile**

0,892 % applicable sur l'assiette suivante : **MONTANT HT DU CHIFFRE D'AFFAIRES FRANCE ACTIVITE NO 1.**

1,488% applicable sur l'assiette suivante : **MONTANT HT DU CHIFFRE D'AFFAIRES FRANCE ACTIVITE NO 2.**

Ajustement de la cotisation

Les cotisations provisionnelles fixées à chaque échéance principale seront égales à **100 %** de la dernière cotisation annuelle définitive connue avant l'échéance concernée, conformément aux dispositions des conditions générales.

La cotisation annuelle définitive sera calculée à la fin de l'année d'assurance à raison de :

Dans le cas où la cotisation annuelle provisionnelle excède la cotisation annuelle définitive, il sera procédé à un remboursement du trop-perçu dans la limite de **40 %** de la cotisation provisionnelle sans toutefois que la cotisation annuelle définitive puisse être inférieure à la cotisation annuelle minimale irréductible fixée à **21.746** euros, frais et taxes en sus.

L'assuré étant admis à payer ses cotisations par trimestre, soit les **01/01, 01/04, 01/07 et 01/10** de chaque année, il est précisé que cette faculté n'implique pas dérogation aux conditions générales et qu'en conséquence tout retard dans le paiement d'une des fractions ou la résiliation anticipée du contrat entraînerait de plein droit l'exigibilité immédiate du total de la cotisation.



Portée de vos déclarations**Information précontractuelle**

L'assuré reconnaît :

- que les présentes Conditions particulières ont été établies conformément aux réponses que l'assuré a données aux questions posées par l'assureur préalablement à la prise d'effet du contrat. Les réponses aux questions posées par l'assureur sont reprises dans la déclaration de risque.
- avoir été informé par l'assureur en sa qualité de responsable du traitement des données que des réponses aux questions qui lui sont posées sont obligatoires pour l'établissement des Conditions particulières, ainsi que des conséquences qui pourraient résulter d'une omission ou d'une fausse déclaration, prévues aux articles L113-8 (nullité du contrat) et L113-9 (majoration de la cotisation ou application de la règle proportionnelle) du Code des assurances

L'assuré déclare avoir reçu et pris connaissance le 02/08/2024 avant la souscription du contrat, du tarif, des conditions de garanties et exclusions, ainsi que de la fiche d'information relative à la durée de la garantie dans le temps en assurance de Responsabilité, conformément aux dispositions de l'article L.112-2 du Code des assurances.

Fait à LYON, en double exemplaire,
Le 02/08/2024

Le souscripteur
(Raison sociale ou tampon + nom, prénom et
fonction du signataire)

Pour l'assureur
Mathieu Godart
Directeur Général IARD



Votre Assurance
▶ RCE PRESTATAIRES



Assurance et Banque

ATTESTATION

COURTIER

CREA

68 COURS LAFAYETTE

69003 LYON

Tél : 04 78 52 26 20

Fax : 04 78 65 06 62

Email : CREA@WANADOO.FR

Portefeuille : 0201270484

SA LEI
LYONNAISE D'ENVIRONNEMENT ET
D'INGENIERIE
42 RUE SIMONE VEIL
69200 VENISSIEUX FR

Vos références :

Contrat n° 11090679304

Client n° 0785415420

AXA France IARD, atteste que :

SA LEI
LYONNAISE D'ENVIRONNEMENT ET D'INGENIERIE
42 RUE SIMONE VEIL
69200 VENISSIEUX
SIRET: 40037564800054

est titulaire d'un contrat d'assurance N°11090679304 ayant pris effet le 01/01/2023 garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber du fait de l'exercice des activités suivantes :

Activité 1

1/Etablissement des dossiers de diagnostics obligatoires en cas de vente d'un bien immobilier visés par l'article L271-4 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- **Constat de risque d'exposition au plomb Article L 1334-5 et L 133-6 du Code de la Santé Publique**
- **Etat mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante Article L 1334-13 code de la santé Publique**
- **Etat relatif à la présence de termites Article L133-6 Code de la santé publique**
- **Etat de l'installation de gaz prévu à l'article L 134-6 Code de La construction**
- **Etat des risques naturels et technologiques prévu à l'article L134-6 du Code de l'environnement dans les zones mentionnées au même article**
- **Diagnostic de performance énergétique prévu Article L134-1 Code de Construction et de l'habitation**
- **Etat de l'installation intérieure d'électricité Article L134-7 du Code de la Construction et de l'habitation**

1D052620230918

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros

Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre

Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460

Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

1/4

2/Missions dans les domaines suivants :

- Etat de superficie des lots de copropriété (dit Loi Carrez)
- Mesure de perméabilité à l'air, infiltrométrie
- Diagnostic énergétique (Type ADEME)
- Diagnostic micro biologique
- Diagnostic d'assainissement et de repérage de radon et de légionellose
- Diagnostic déchet de démolition
- Diagnostic prêt conventionné norme d'habitabilité
- Diagnostic normes ascenseurs
- Diagnostic pollution des sols
- Diagnostic monoxyde de Carbone
- Diagnostic contrôle périodique amiante
- Diagnostic amiante avant travaux/démolition
- Diagnostic dossier technique amiante
- Diagnostic recherche de plomb avant travaux
- Diagnostic sécurité piscine
- Loi SRU diagnostic technique immeuble
- Diagnostic en déperdition thermique par thermographie infrarouge
- Etats des lieux
- Mesures d'empoussièrement amiante/FCR/plomb
- Mission de caractérisation des mâchefers,
- Diagnostic plomb dans l'eau,
- Diagnostic plomb surfacique,
- Examens visuels après désamiantage,
- Diagnostic HAP dans les matériaux bitumineux
- Diagnostic Technique Global (DTG)
- Plan Pluriannuel de Travaux (PPT)
- Diagnostic ETICS (Diagnostic des Systèmes d'Isolation Thermique par l'Extérieur), dans la limite de 5% du chiffre d'affaires global, sans préconisation de matériaux à employer, sans rédaction de Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

Activité 2

Assistance à maîtrise d'ouvrage dans la définition des mesures de prévention des risques générés par une opération sur les tiers (travailleurs autres que ceux du chantier de l'opération pour laquelle le client est mandaté, public et ou riverains notamment) et veille à la bonne application de ces mesures, au regard des obligations du maître d'ouvrage définies aux articles 1382, 1383 et 1384 du Code Civil.

Missions de coordination de sécurité définies par la Loi du 31 Décembre 1993 et ses décrets d'application, effectuées par les salariés de l'Assuré répondant aux critères de compétences requis par le décret du 23/12/1994 (Niveau 1/2/3) pour les salariés dénommés :

- Monsieur Ludovic DAMIEN
- Monsieur François LAKRICHI
- Monsieur Georges PRESLE
- Chris ESPIR

Evaluation des risques professionnels pour rédaction Document Unique (Décret 2001 -1016 du 05 Novembre 2001)

Assistance et évaluation des systèmes d'Hygiène Sécurité Environnement ; définition et évaluation de la politique de sécurité de l'entreprise (personnes, matériels, conditions de travail et respect de l'environnement ; définition des actions de prévention

Audit chantier dans le domaine de l'hygiène et de la sécurité.

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

2/4

Audit, assistance, prévention dans le domaine de l'hygiène et de la sécurité notamment dans le cadre du Décret 2002-1992

A l'exclusion de toutes études/conseils liés aux systèmes de protections incendies/vol.

A l'exclusion de toutes études conseils portant sur la modification, extension, création, rénovation d'ouvrages de bâtiments.

La présente attestation, qui ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat en cours d'établissement auquel elle se réfère, est délivrée sous réserve de la régularisation de celui-ci.

La présente attestation est valable pour la période du **27/05/2024** au **01/01/2025** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à PARIS, le 02 août 2024
Pour la société :



AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

3/4

8.3 CERTIFICAT DE COMPETENCE DE LA PERSONNE AYANT REALISE LE DIAGNOSTIC



WI.CERT CERTIFICATION DE COMPETENCES «Version 07»

Décerné à : **CORCUFF Harold**

Sous le numéro : **C2022-SE06-003**

Domaine (S) concerné (S)	VALIDITE
DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE (SANS MENTION)	Du 25/07/2022 Au 24/07/2029
DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE (MENTION)	X
DIAGNOSTIC DE L'ÉTAT DES INSTALLATIONS INTERIEURES DE GAZ	Du 25/07/2022 Au 24/07/2029
DIAGNOSTIC DE L'ÉTAT DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES DES IMMEUBLES A USAGE D'HABITATION	Du 25/07/2022 Au 24/07/2029
DIAGNOSTIC CONSTAT DES RISQUES D'EXPOSITION AU PLOMB	Du 25/07/2022 Au 24/07/2029
DIAGNOSTIC DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE DANS LES IMMEUBLES BATIS (SANS MENTION)	Du 25/07/2022 Au 24/07/2029
DIAGNOSTIC DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE DANS LES IMMEUBLES BATIS (MENTION)	Du 25/07/2022 Au 24/07/2029
DIAGNOSTIC ETAT DU BATIMENT RELATIF A LA PRESENCE DE TERMITES (METROPOLE)	Du 25/07/2022 Au 24/07/2029
DIAGNOSTIC ETAT DU BATIMENT RELATIF A LA PRESENCE DE TERMITES (DROM-COM)	X

Les compétences répondent aux exigences définies en vertu du code de la construction et de l'habitation (art. L.271-4 et suivants, R.271-1 et suivants ainsi que leurs arrêtés d'application*) pour les diagnostics réglementaires. La preuve de conformité a été apportée par l'évaluation certification. Ce certificat est valable à condition que les résultats des divers audits de surveillance soient pleinement satisfaisants.

* Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.

Délivré à Thionville, le 25/07/2022
Par WI.CERT
Responsable de certification



WICert - 16, rue Villars - 57 100 THIONVILLE
Tél : 03 72 52 02 45 - mail : admin@qualit-competences.com
SARL au capital de 7500 Euros - RCS de Thionville - Code APE / NAF, 7120B N°SIRET 82885893600010

8.4 PROGRAMME DE REPERAGE : ANNEXE 1 DE L'ARRETE DU 16 JUILLET 2019

Ouvrages ou Composants de la construction	Parties d'ouvrages ou de composants à inspecter ou à sonder	Matériau ou produit
1 - Couvertures, toitures, terrasses et étanchéités		
Plaques ondulées et planes	Plaques en fibres-ciment (y compris plaques « sous tuiles »)	P
	Plaques en matériaux bitumineux	P
	Revêtements anti condensation sous bac acier	M
Ardoises, bardeaux bitumineux	Ardoises composites hors fibro ciment	P
	Ardoises en fibro ciment	P
	Bardeaux bitumineux (« shingles »)	P
Éléments associés à la toiture	Conduits de fumée, de cheminée, de ventilation	P
	Conduits d'eaux pluviales	P
	Garnissage des joints de dilatation	M
	Joints de dilatation	M
	Couvre-joints	P
	Tresses d'étanchéité à l'air	P
	Éléments complémentaires de toiture (chéneaux, rives, closoirs, faitages, mîtres, costières, etc.)	P
	Jonctions bitumineuses	M
	Solins en fibre ciment	P
	Colle des solins en fibre ciment	M
Éléments sous toiture	Pare-vapeur, pare pluie	P
	Isolants fibreux en sous toiture	P
	Flocages, enduits projetés	M
Étanchéité de toiture terrasse	Parties planes : revêtements bitumineux (bandes, lés...), écrans de semi indépendance, pare-vapeur	P
	Relevés : revêtements bitumineux (bandes, lés...)	P
	Parties planes ou relevés : complexes asphaltés	M
	Colles, produits d'accrochage	M
Fenêtres de toit, lanternaux, verrières	Mastics (vitriers, bitumineux...)	M
	Joints d'étanchéité entre menuiserie et ossature	M
	Garnitures de friction sur fenêtres basculantes	P
2 - Parois verticales extérieures et façades		
Façades légères, murs rideaux, bardages, panneaux sandwich	Plaques, panneaux, bacs en fibres-ciment, éléments de remplissage	P
	Ardoises composites hors fibro ciment	P
	Ardoises en fibro ciment	P
	Joints d'assemblage ou d'étanchéité, mastics, tresses	M
	Revêtements intérieurs anti condensation (hors peintures)	P
	Peintures des bardages métalliques	M
Isolant et protection thermique ou acoustique sous bardage	Flocages, enduits projetés	M
	Carton-amiante	M

Façades lourdes y compris poteaux	Enduits extérieurs (projetés, lissés ou talochés), crépis extérieurs	M
	Revêtements plastiques épais (RPE)	M
	Peintures sur béton	M
	Enduits pelliculaires de lissage/débullage	M
	Colles et joints (faïence, pâte de verre, carrelage), ragréages, primaires d'accrochage, Imperméabilisants	M
	Éléments en maçonnerie silico-calcaire (1880-1940) briques blanches silico-calcaire	P
	Garnissage des joints de dilatation	M
	Joints de dilatation	M
	Couvre-joints	P
	Appuis de fenêtres en fibres-ciment	P
Menuiseries extérieures	Joints de mastic de vitrage (notamment châssis aluminium)	M
	Joints d'étanchéité entre menuiserie et structure	P
	Garnitures de friction sur fenêtres basculantes	P
	Plaques de fibres-ciment (allèges, coffres, etc.)	P
	Peintures décoratives	M
Éléments associés aux façades	Conduits de fumées, de cheminée, de ventilation	P
	Conduits d'eaux (pluviales et usées)	P
	Éléments ponctuels : chéneaux, rives, corniches	P
3 - Parois verticales intérieures		
Murs et cloisons maçonnés	Flocages	M
	Enduits à base de plâtre ou ciment projetés, lissés ou talochés	M
	Enduits de ragréage, débullage, lissage	M
	Joints de dilatation, d'assemblage, joints coupe- feu	M
	Fourreaux (carton, fibres-ciment...)	P
Poteaux	Flocages	M
	Enduits à base de plâtre projetés, lissés ou talochés	M
	Enduits à base de ciment, lissés ou talochés (ragréage, débullage, lissage)	M
	Joints de dilatation, d'assemblage avec poutraison	M
	Entourages de poteau (carton-amiante, fibres- ciment, matériaux sandwich...), coffrages perdus	P
Cloisons sèches (assemblées, préfabriquées)	Panneaux de cloisons lisses ou moulurées, préfabriquées ou non	P
	Enduits à base de plâtre ou ciment projetés, lissés ou talochés	M
	Flocages	M

8.5 CONSEQUENCES REGLEMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits " diagnostiqueurs " pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels

Soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

- du conseil départemental (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;

- de la mairie ;

- ou sur la base de données " déchets " gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n° 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

8.6 AUTRES DOCUMENTS



Direction de la recherche technologique
 Direction du CEA Grenoble
 Services d'ingénierie et d'exploitation

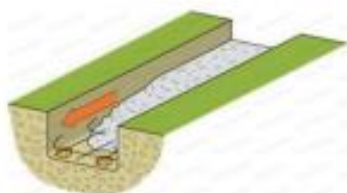
OPERATION AMIANTE / PLOMB / FCR / HAP 2024-157	
<input type="checkbox"/> Demande de repérage (cout connu après intervention) Demande de Devis préalable	
N° affaire : 24/03/159	N° imputation : APFLHE0501
Délai souhaité : X normal urgent	Nom du chargé d'affaires : Fabien ALLOIRD
TYPE D'OPERATION	
<input checked="" type="checkbox"/> Diagnostic avant travaux	<input type="checkbox"/> Diagnostic avant démolition
<input checked="" type="checkbox"/> Amiante	<input checked="" type="checkbox"/> Amiante dans enrobé
<input checked="" type="checkbox"/> Amiante sur toiture	
<input type="checkbox"/> Plomb <input type="checkbox"/> FMA/FCR <input type="checkbox"/> HAP	
Sécurité	
<input checked="" type="checkbox"/> Plan de Prévention	<input type="checkbox"/> PPSPS
PROGRAMME DETAILLE DES TRAVAUX	
Bâtiment : 1002 Pièce(s) : 201/205/210/211/212/213/Extérieur	
Techniques envisagées : <input type="checkbox"/> Démolition totale <input checked="" type="checkbox"/> Démolition partielle <input checked="" type="checkbox"/> Perçage <input checked="" type="checkbox"/> Carottage <input checked="" type="checkbox"/> Nettoyage de surface <input checked="" type="checkbox"/> Passage de câbles <input type="checkbox"/> Réparation sur canalisation <input checked="" type="checkbox"/> Peinture <input type="checkbox"/> Autres (préciser)	Surfaces concernées : <input checked="" type="checkbox"/> Mur extérieur <input checked="" type="checkbox"/> Cloison intérieure <input checked="" type="checkbox"/> Plafond <input type="checkbox"/> Faux-plafond <input checked="" type="checkbox"/> Sol <input checked="" type="checkbox"/> Ouvrant (porte, fenêtre) <input type="checkbox"/> Gaine technique ou canalisation <input checked="" type="checkbox"/> Autres (préciser) Toiture et Enrobé
Les techniques envisagées sont-elles sources de vibrations ? <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	Les locaux adjacents à la zone de chantier peuvent-ils être impactés par les travaux ? <input type="checkbox"/> Oui Lesquels ? <input checked="" type="checkbox"/> Non

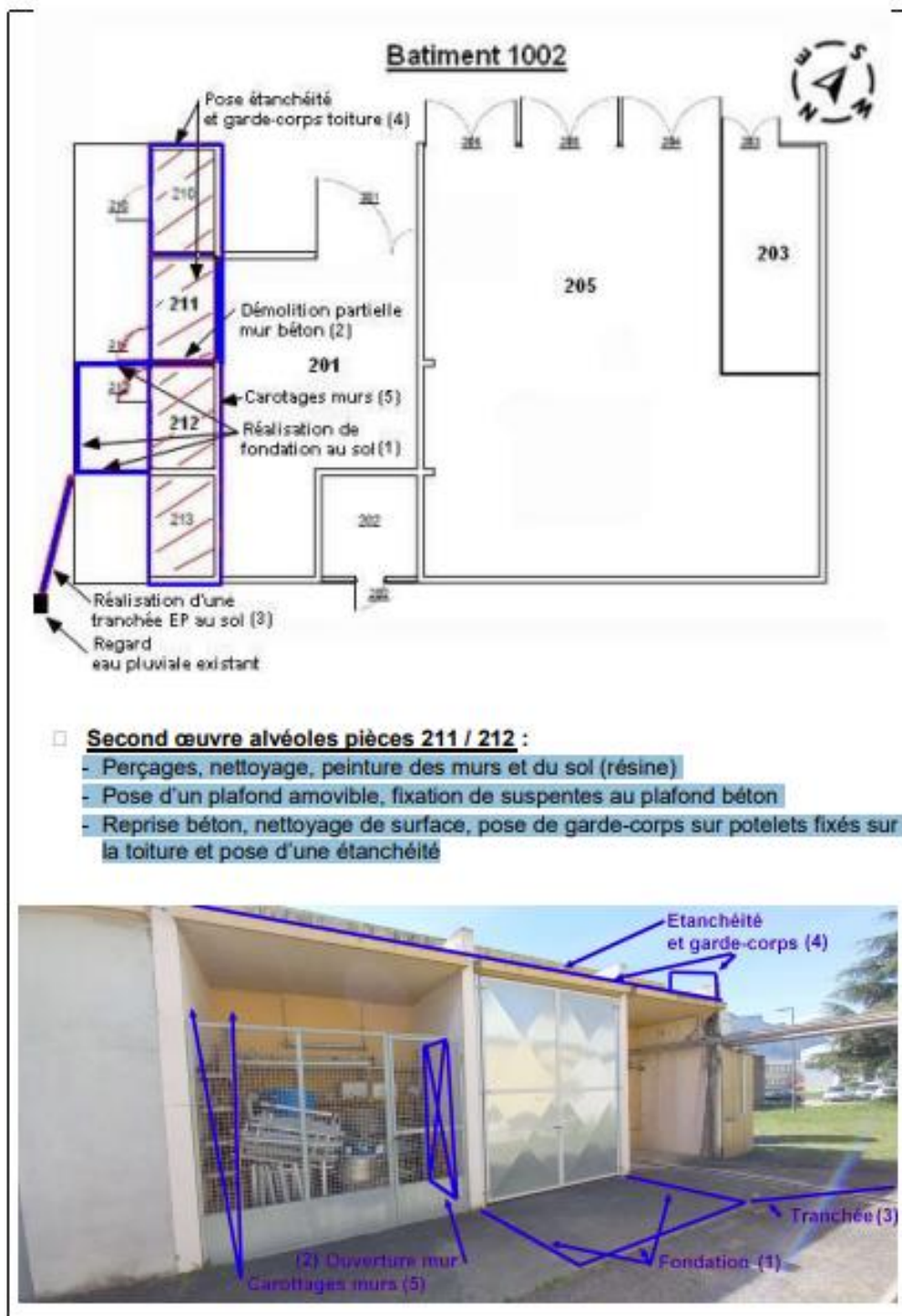
DESCRIPTIF / OBJECTIF des travaux

Descriptif

Travaux d'aménagement d'un local de stockage et de métrologie en lieu et place des alcôves extérieures au bâtiment qui sont semi-ouvertes sur l'extérieur :

- **Gros-œuvre alvéoles pièces 211 / 212 / Extérieur :**
 - Démolition partielle de la dalle béton existante pour réalisation de fondations (1)
 - Création d'une ouverture dans un mur béton (2)
 - Création d'une tranchée dans l'enrobé devant les alcôves pour canaliser les eaux pluviales (3)
 - Pose d'une étanchéité et de garde-corps en toiture (4) – Photo ci-dessous
 - Carottages murs pour passage des réseaux fluides et électriques (5)





□ **Murs extérieurs alvéoles pièces 210/211/212/213 :**

- Curage, nettoyage, peinture des murs extérieur (en blanc photo ci-dessous)
- Fixation d'une échelle à crinoline pour l'accès en toiture
- Reprise béton du chéneau maçonné (en orange photo ci-dessous)



